

**Lettre ouverte des opératrices et opérateurs
de Swisscom du Call Center des renseignements
internationaux de Genève**



PAR PORTEUR

Aux autorités du Canton de Genève:

**Au Grand Conseil
Au Conseil d'Etat**

GRAND CONSEIL	
Expédié le:	Visa:
Président	Députés (100)
Commissaires	Bureau
Secrétariat	Chefs de groupe
Commission: <i>Corresp. Grand Conseil</i> 30.05.02	
Divers:	

Genève, le 29 mai 2002

Mesdames les Députées,
Messieurs les Députés,

Mesdames les Conseillères d'Etat,
Messieurs les Conseillers d'Etat,

Nous, employées et employés de Swisscom au service des renseignements internationaux de Genève, souhaitons par la présente exprimer notre déception, voire notre nausée envers la décision de fermeture définitive de notre Call Center, décision qui nous apparaît hautement arbitraire. Si elle n'était pas annulée, celle-ci se traduira par la suppression de nos postes de travail et en clair par nos licenciements, alors qu'ailleurs en Suisse, Swisscom devra engager et former du personnel pour accomplir ce qui est aujourd'hui notre travail.

Les impératifs économiques ne nous sont pas étrangers, mais le choix stratégique de péjorer systématiquement la Suisse romande et de considérer les travailleuses(eurs) comme une quantité négligeable nous est de plus en plus pénible. Cette décision arbitraire est frappée du sceau de l'arrogance, elle vise pour Swisscom à faire des économies de bout-de-chandelle, alors que cette entreprise réalise un bénéfice annuel qui se chiffre en centaines de millions de francs.

Nous jugeons inacceptables, les raisons invoquées pour sacrifier notre Call Center, car elles vont à l'encontre de toute logique professionnelle, puisque nous assurons seul(e)s, le service de nuit de tous les autres Call Center internationaux (à savoir les 1151, 1152 à St Gall et 1154 à Lugano) et offrons à notre clientèle un service plurilingue: français, allemand, italien, anglais, espagnol et portugais.

Nous voulons connaître et que le public connaisse et puisse juger les arguments qui ont présidés à cette décision unilatérale, vécue comme une profonde humiliation alors même que nos efforts fournis depuis la dernière restructuration, nous avaient valu de fort gratifiantes félicitations officielles de la part de ces mêmes dirigeants qui, aujourd'hui, semblent ne plus nous accorder la moindre considération.

Au nombre de 77 collaboratrices et collaborateurs, notre Call Center est composé en majorité de mamans, occupées à temps partiel avec charges de famille, pour qui ce travail est vital et qui sont aujourd'hui plongées dans l'incertitude et l'angoisse quant à leur avenir.

Genève, cité internationale, hôte tous les quatre ans de la prestigieuse foire mondiale des télécommunications, mérite mieux qu'une décision arbitraire prise sous le couvert de la libéralisation du marché des télécommunications. Si le rendement est un besoin que nous comprenons fort bien, la qualité d'un service qui demeure encore pour une bonne part rattaché à la Confédération, nous semble tout aussi essentielle, si nous voulons conserver la confiance de nos clients et leur assurer le service de qualité qu'ils méritent.

Nous, citoyennes et citoyens genevois attendons de nos autorités une vigoureuse prise de position et vous demandons d'engager tous les moyens possibles pour faire infléchir Swisscom.

Dans l'espoir d'obtenir de votre part une intervention énergique et concrète en réponse à cette décision qui risque de nous plonger dans la précarité, nous vous présentons, Mesdames et Messieurs les député(e)s, l'expression de nos plus respectueuses considérations.

**Les opératrices et opérateurs du Call Center
des renseignements internationaux de Genève.**